

«**IL NOUS FAUT UNE VISION À LA ROOSEVELT POUR LES TRAVAILLEURS AMÉRICAINS**»

Jared Abbott, Bassem Asseh, Renaud Large

03/06/2026

Le Center for Working Class Politics est un organisme de recherche qui s'efforce de comprendre comment les progressistes peuvent reconquérir l'électorat populaire aux États-Unis. Un an et demi après le début du second mandat de Donald Trump, son cofondateur Jared Abbott a répondu aux questions de l'Observatoire des doctrines politiques de la Fondation sur la mutation de la composition sociale du Parti démocrate, les promesses et les limites du populisme économique, et l'urgence de reconstruire des institutions progressistes au cœur de l'Amérique profonde.

*Les propos ont été recueillis par **Bassem Asseh** et **Renaud Large**. La version originale en anglais est à retrouver plus bas.*

Que fait le Center for Working Class Politics, et quels sont vos principaux enseignements?

Jared Abbott : Le Center for Working Class Politics cherche à comprendre comment les progressistes peuvent toucher davantage d'électeurs issus des classes populaires. C'est d'autant plus crucial que, dans de nombreuses régions du pays, nous ne pouvons tout simplement pas remporter d'élections sans eux. Mais au-delà de cet enjeu immédiat, la composition sociale du Parti démocrate s'est considérablement déportée vers les électeurs aisés et diplômés, au point de déformer les priorités politiques du parti.

Il y a une nécessité électorale à moyen, voire à long terme. Nous avons besoin des classes populaires pour bâtir les coalitions majoritaires sans lesquelles rien de ce dont les travailleurs ont besoin ne peut être voté. Et nous devons remodeler la base sociale du parti – ou de toute constellation de forces progressistes à venir – pour en refaire un parti véritablement ancré dans les

milieux populaires, ce qu'il n'est plus depuis l'après-guerre.

Notre travail repose sur des enquêtes quantitatives, des groupes de discussion et des projets d'entretiens à grande échelle. Nous menons actuellement une vaste étude auprès des travailleurs des entrepôts Amazon pour comprendre les obstacles à l'action collective tels qu'ils les perçoivent. Nous collaborons aussi avec des syndicats et des élus, et nous intervenons dans les médias, parce que le populisme économique – le cadre général que nous défendons – est aujourd'hui un terrain disputé dans la politique américaine.

Un affrontement est en cours entre les forces centristes du Parti démocrate, qui veulent utiliser la rhétorique anti-*establishment* pour créer une nouvelle version de la troisième voie – en somme, le *clintonisme*: parler comme si l'on se souciait des travailleurs sans rien faire pour eux, voire en leur nuisant activement, comme Bill Clinton l'a fait avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) – et nous, sur le flanc gauche du populisme économique. Nous nous distinguons aussi de nombreux progressistes américains dont l'orientation stratégique consiste simplement à faire élire le plus grand nombre possible de candidats de gauche dans des circonscriptions déjà acquises. Nous ne nous y opposons pas, mais nous pensons que l'avantage stratégique décisif réside dans la démonstration que nous pouvons conquérir les voix populaires en dehors des bastions de la gauche. C'est le cœur de notre mission.

La coalition MAGA (Make America Great Again) réunit libertariens, conservateurs sociaux et d'autres courants derrière Trump. À gauche, pensez-vous que le Parti démocrate doit unir son aile populiste économique et son aile centriste?

À court terme, il est tout simplement impossible de battre les républicains sans une coalition entre la gauche et le centre du Parti démocrate. L'arithmétique ne fonctionne pas autrement. Cela crée des problèmes stratégiques pour nous, bien sûr, mais c'est une nécessité absolue.

Cela dit, il existe un segment d'électeurs de Trump qui sont sincèrement progressistes sur le plan économique. Ils sont favorables à une couverture maladie universelle, à une hausse du salaire minimum, à un renforcement des protections syndicales – des positions qui en font, en un sens, des «Bernie bros». Et ils ne sont pas profondément conservateurs sur le plan sociétal. Nous estimons que 10 à 15% des électeurs de Trump correspondent à ce profil. Ce n'est pas suffisant pour remplacer l'aile centriste, mais c'est assez pour être décisif dans les États à forte population ouvrière.

Le phénomène était particulièrement visible en 2024, notamment chez les électeurs latinos – les

hommes en particulier – qui ont voté Trump principalement par exaspération face à l’inflation et au sentiment que Biden ne leur apportait rien. Notre dernière enquête montre que beaucoup de ces transfuges de Biden à Trump n’envisagent pas de revoter républicain en 2028. Ce sont principalement des électeurs latinos, aujourd’hui alarmés par les excès de l’administration Trump en matière d’immigration. Ils pouvaient convenir qu’il y avait un problème à la frontière. Mais ils n’ont pas signé pour que l’ICE (*Immigration and Customs Enforcement*) terrorise leurs communautés ou que des membres de leur famille soient envoyés dans des prisons au Salvador.

La coalition entre la troisième voie et la gauche va donc rester une réalité. En son sein, nous menons une bataille pour définir ce que le populisme signifie réellement pour l’avenir du parti. Nous disposons d’un nombre croissant de jeunes candidats qui défendent le populisme progressiste authentique. Des personnalités telles que Graham Platner (Sénat du Maine), Dan Osborne (Sénat du Nebraska), Rebecca Cooke (3^e circonscription du Wisconsin) et Allison Ziozas (11^e circonscription de New York) qui, s’ils parviennent au Congrès, pourront bâtir une base plus large que l’actuelle *Squad* – Alexandria Ocasio-Cortez, Rashida Tlaib, qui sont remarquables mais perçues comme radicalement progressistes sur tous les sujets, ce qui limite leur capacité à bâtir des coalitions. Certains de ces nouveaux candidats sont perçus comme plus pragmatiques. Je suis raisonnablement optimiste. Mais l’argent et le pouvoir restent massivement du côté des donateurs centristes.

Que pensez-vous du modèle de Marie Gluesenkamp Perez?

C’est le modèle gagnant dans sa circonscription ; la preuve en est qu’elle continue d’être élue, et ce n’est pas facile pour une démocrate dans ce district. Son *ethos* général – l’accessibilité, la proximité, le discours sur la dignité des travailleurs – est très efficace. Elle a presque une aura quasi religieuse lorsqu’elle parle de la puissance du travail manuel et du sens que confère le travail. Cela parle aux gens.

On lui a reproché d’être trop conservatrice sur certains sujets de société, et certaines de ces critiques sont fondées. Mais elle évolue dans une circonscription conservatrice et tente de trouver un équilibre délicat. L’approche générale – trouver une position pragmatique, fondamentalement progressiste mais calibrée sur les convictions des électeurs d’un territoire donné – a beaucoup de sens.

Là où elle est moins forte, c’est sur la question d’une vision économique plus large. Elle se concentre sur sa circonscription, qui a des caractéristiques très spécifiques. Ce qui nous manque, c’est une figure nationale capable de proposer une vision à la Roosevelt pour les travailleurs

américains. Bernie Sanders en est le plus proche, mais il ne sera plus candidat à la présidentielle. En 2028, ce pourrait éventuellement être Alexandria Ocasio-Cortez, mais des problèmes stratégiques importants se posent. L'absence d'un *leadership* national charismatique est, à mes yeux, un problème majeur.

En Europe, nous sommes familiers de la théorie du populisme de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau – l'idée qu'il faut construire un «peuple» face à une élite. Du point de vue du populisme économique, existe-t-il une nouvelle élite susceptible de s'orienter vers le bien commun et les intérêts des classes populaires?

C'est une question très difficile. Elle renvoie au fait que le parti est capturé par des élites économiques qui peuvent être progressistes sur le plan sociétal mais ne sont guère intéressées par des réformes économiques de grande envergure comme de meilleures protections pour les travailleurs.

Ce que je pense en revanche, c'est que l'intelligence artificielle (IA) va créer des opportunités d'alliance entre classes populaires et classes moyennes au sein du Parti démocrate. Même des personnes relativement aisées, les élites culturelles, peut-être, mais pas au sommet de la distribution des richesses, sont déjà confrontées à des problèmes de sécurité de l'emploi liés à l'IA, ce qui rapproche leur sentiment d'insécurité économique de celui des travailleurs. C'est le socle structurel d'une large coalition électorale interclasses dans les décennies à venir. C'est prometteur, même si cela repose sur une réalité économique tragique.

Quant à savoir qui seront les élites au sommet de l'échelle économique susceptibles de s'inscrire dans ce mouvement, honnêtement, je l'ignore. Je vois plus facilement la coalition électorale faire avancer le populisme économique que je n' imagine une coalition de forces de classe suffisante pour surmonter la résistance du capitalisme américain aux réformes dont nous avons besoin.

En France, la gauche tend à se concentrer sur la redistribution (santé, allocations, protections) mais néglige ce que l'on pourrait appeler la «prédistribution»: faire en sorte que la richesse soit créée et partagée plus équitablement en amont, par les salaires et les structures du marché du travail. Observez-vous le même clivage aux États-Unis?

Absolument. Nous parlons de la même division entre redistribution et prédistribution. Il existe un excellent article intitulé «Compensate the Losers?» de chercheurs de Columbia et d'autres universités, qui montre que des années 1970 aux années 2000, le Parti démocrate s'est éloigné des politiques de prédistribution – protections renforcées du travail, hausse du salaire minimum,

pouvoir accru des travailleurs sur le marché de l'emploi – pour se tourner vers la compensation des perdants de la mondialisation. Un ouvrier licencié se voyait offrir quelques milliers de dollars pour suivre des cours de codage. C'était vécu comme une gifle, pas comme une réponse digne. Cela a engendré un désenchantement considérable.

Ce problème va considérablement s'aggraver avec l'IA. Les élites du Parti démocrate proposeront un revenu universel de base, quelques milliers de dollars par mois pour tout le monde. Mais cela ne répond pas à ce qui rend véritablement les gens furieux: la perte de sens, de finalité et de contrôle sur leur propre vie.

Il existe quelques élus qui représentent des districts frappés par la désindustrialisation et qui parlent de politiques comme l'interdiction des licenciements collectifs involontaires ou le conditionnement des subventions publiques au maintien des usines sur place. Ces mesures s'attaquent directement à l'angoisse sous-jacente. Elles devraient être au cœur de l'action du Parti démocrate, mais elles ne le sont pas. La gauche elle-même est en partie responsable de s'être focalisée sur la seule redistribution, avec l'exception partielle des syndicats, dont la place dans l'organisation de la gauche américaine est bien plus importante qu'il y a dix ans, une évolution très positive.

Si nous parvenions à mettre davantage l'accent sur la prédistribution, cela enverrait aussi un signal puissant aux électeurs populaires: que nous comprenons ce qui alimente réellement leur colère contre les élites, et que nous proposons des politiques qui s'attaquent au problème de fond au lieu de leur jeter quelques miettes.

Ce sujet – redistribution, politique industrielle – pourrait-il combler le fossé entre l'aile gauche et l'aile centriste du Parti démocrate?

Je pense que c'est une piste plus prometteuse que bien d'autres. Il est possible de construire une coalition autour d'une continuation de la politique industrielle de l'ère Biden, en combinant les impératifs géostratégiques face à la Chine et une prise de conscience croissante, y compris chez les centristes, que l'une des raisons majeures pour lesquelles Trump saccage le pays et le monde est précisément que ce problème a été ignoré trop longtemps.

L'administration Biden l'avait assez bien compris, mais n'avait pas su le mettre en récit, et s'est retrouvée submergée par l'inflation. Malgré tout, une approche centrée sur la politique industrielle a un véritable potentiel. S'il doit y avoir un réalignement des élites autour d'un consensus économique post-néolibéral, il prendrait probablement cette forme: relocalisation industrielle,

investissement dans les infrastructures, et reconnaissance du fait que, dans un monde de plus en plus fragmenté, l'obsession passée pour le libre-échange n'est plus viable.

Il pourrait même y avoir un potentiel transpartisan. Oren Cass, un conservateur qui dirige American Compass, est favorable à une politique industrielle plus ambitieuse et à des protections renforcées pour les travailleurs. Il n'est pas non plus nécessairement pour les syndicats, mais son positionnement est révélateur. Au Congrès, quelqu'un comme Josh Hawley, sénateur du Missouri, est extrêmement conservateur à bien des égards mais curieusement aligné avec certains pans de la gauche sur le commerce et certains droits des travailleurs. Ce potentiel ne se concrétisera pas nécessairement, mais il existe.

Le député socialiste Philippe Brun a proposé dans *une note pour la Fondation Jean-Jaurès* l'instauration d'une «*égalité populaire*» lors des élections : un mécanisme légal pour garantir la présence de candidats issus des classes populaires sur les listes. Qu'en pensez-vous?

C'est une idée formidable. Je pense à ce qui s'est passé au Mexique, où le parti Morena – le parti de la présidente Claudia Sheinbaum et de l'ancien président Andrés Manuel López Obrador – a instauré un système de sélection aléatoire des candidats aux postes locaux parmi les adhérents du parti. Plusieurs études ont montré que cela avait considérablement accru la représentation ouvrière au sein de Morena, tout simplement parce que les travailleurs sont bien plus nombreux dans un parti qu'au sein de sa direction. Cela a réduit la distance sociale entre les électeurs et leurs élus.

Il n'existe rien de tel aux États-Unis. Environ 2% des membres du Congrès peuvent se prévaloir d'un parcours ouvrier. Nos recherches montrent que les candidats et les élus issus des classes populaires se comportent différemment dans l'exercice de leur mandat : ils sont plus enclins à déposer et à soutenir des propositions de loi économiquement progressistes. Nous avons aussi constaté que les électeurs populaires réagissent beaucoup plus favorablement aux candidats qui leur ressemblent. Dans nos expériences, où nous présentons des candidats fictifs identiques en tous points sauf leur métier – un mécanicien face à un avocat d'affaires –, les électeurs populaires préfèrent le candidat ouvrier de six à sept points. Nous avons reproduit cette analyse dans des élections réelles et trouvé un effet de trois à quatre points.

La combinaison d'un candidat issu des classes populaires et d'un message de populisme économique est redoutablement efficace. Nous voyons émerger un certain nombre de candidats de ce type : Graham Platner, qui brigue un siège de sénateur dans le Maine, ou Dan Osborn dans le Nebraska, qui s'est présenté en indépendant parce que l'État est trop conservateur pour un démocrate. Osborn était un dirigeant syndical qui a mené une grève contre le groupe Kellogg. Il a un

ancrage populaire organique et un message de populisme économique combatif. Cette combinaison est puissante.

En France, nous avons le sentiment que l'identité culturelle des classes populaires a été captée par la droite. Hillbilly Elegy de J.D. Vance³ semblait, vu de notre côté de l'Atlantique, le seul produit culturel majeur à s'être saisi sérieusement de la vie ouvrière. Pensez-vous qu'un levier culturel puisse être utilisé par la gauche pour changer la donne?

C'est un problème central. Les conservateurs sont infiniment plus habiles à capitaliser sur la culture populaire, à la romancer ; au point que, dans certains esprits, la culture ouvrière se confond presque avec une affectation rurale²: la country, la bière bon marché, la nostalgie. Les progressistes ont aggravé les choses en traitant les habitants des zones rurales et des petites villes comme des parias, des arriérés culturels avec lesquels il est presque désagréable de frayer.

La première chose que les progressistes doivent faire est de repenser leur rapport aux classes populaires. Dès que l'on dit «²respecter les valeurs des classes populaires²», le réflexe progressiste est de répondre²: «²Cela revient à sacrifier les personnes trans.²» Non. Cela signifie reconnaître que les gens ont des convictions auxquelles ils tiennent profondément, et que la condescendance n'est pas un mode de persuasion efficace.

Je mène actuellement une étude avec Joan Williams, autrice d'un livre remarquable, *Outclassed*, paru en 2025⁴. Nous avons enquêté sur les différences d'attitudes culturelles entre classes populaires et classes moyennes supérieures²: le fossé est énorme. Nous avons réalisé des tests de message montrant que les mêmes enjeux, formulés différemment, peuvent susciter une réception positive chez les classes populaires, là où le cadrage progressiste habituel est aliénant. Prenez l'immigration²: lorsque nous demandons si les gens soutiennent l'accès à la citoyenneté pour des immigrés présents depuis trois ans et ayant respecté les règles, 70% des électeurs populaires sont d'accord. Mais avec le cadrage progressiste – «²aucun être humain n'est illégal²», «²défendre la dignité de tous les immigrés²» –, le soutien chute drastiquement.

Plus fondamentalement, nous n'avons pas de projet contre-hégémonique dans l'Amérique populaire. Le Parti démocrate est quasi inexistant dans la plupart des zones rurales. Ma famille vient d'une petite ville de l'Indiana, très conservatrice. Sans mon père, la plupart des habitants n'auraient jamais parlé à un démocrate. Les institutions qui ancrèrent jadis la politique progressiste – les permanences syndicales, les associations civiques comme les Elks ou les Moose – ont disparu. Il ne reste que les églises évangéliques et les clubs de tir. Même lorsque ces institutions ne sont pas ouvertement politiques, elles enferment les gens dans une chambre d'écho où ils n'entendent

que la lecture conservatrice de la condition ouvrière.

Nous avons plaidé pour que le Parti démocrate investisse 10% de ce qu'il a dépensé en publicité électorale en 2024 – des spots quasi inefficaces – dans la construction d'organisations dans l'Amérique rurale et périurbaine. Pas des structures partisanses, mais des organisations communautaires non partisanses²: nettoyer une rivière, construire un centre communautaire, organiser des ramassages de déchets. L'objectif serait de montrer aux gens, partout dans le pays, que des progressistes sont là, dans leurs communautés, pour construire un avenir commun.

L'autre volet est médiatique. Nous aurions désespérément besoin d'une chaîne de country qui ne soit ni militante ni niaise mais pas non plus hyperconservatrice. D'un réseau de podcasts avec des animateurs qui ressemblent à Joe Rogan mais ne sont pas les apologistes de l'extrême droite. Mais je ne connais personne qui investisse dans ce type de projet. La gauche est tout simplement incapable de dépasser ses propres frontières pour aller à la rencontre des électeurs populaires. C'est peut-être le volet le plus urgent de la stratégie contre-hégémonique.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

“We Need an FDR-Style Vision for Working Americans”

The Center for Working Class Politics is a research organization dedicated to understanding how progressives can win back working-class voters in the United States. A year and a half into Donald Trump's second term, its co-founder Jared Abbott spoke to Jean Jaurès Foundation's Observatory on Political Doctrines about the shifting class composition of the Democratic Party, the promise and limits of economic populism, and the urgent need to rebuild progressive institutions in the heartland.

What does the Center for Working Class Politics do, and what are your main findings?

The Center for Working Class Politics is focused on understanding how progressives can reach more working-class voters. This is especially important in parts of the country where we simply

cannot win elections without them. But more broadly, the class composition of the Democratic Party has become heavily skewed toward higher-income, better-educated voters – to such an extent that it warps the party’s policy priorities.

There is both a medium-term and possibly long-term electoral necessity here. We need working-class voters to build the majoritarian coalitions required to pass anything that working people actually need. And we need to reshape the class composition of the party – or whatever constellation of future progressive parties may emerge – into something with a genuinely working-class base, which it no longer has in the way it did after the Second World War.

Our work centers on survey research, focus groups, and large-scale interview projects. We are currently running a major study of Amazon warehouse workers to understand the barriers to collective action from their perspective. We also work with unions and elected officials, and we try to intervene in media spaces, because economic populism – the broad framework we endorse – is very much up for grabs in American politics right now.

There is a fight underway between more centrist forces in the Democratic Party who want to use anti-establishment rhetoric to create a new version of the Third Way – essentially, Clintonian politics: talking as though you care about working people while not doing much to help them, or in Clinton’s case, actively harming them through policies like the North American Free Trade Agreement – and those of us on the economic populist left. We are also distinct from many leftists in the United States whose strategic orientation is simply to elect as many progressives as possible in safe districts. We don’t disagree with that, but we believe the real strategic advantage lies in showing that we can win working-class votes outside of places where the left already has a stronghold. That is our core mission.

The MAGA coalition brings together libertarians, social conservatives, and others behind Trump. On the left, do you think the Democratic Party needs to unite its economic populist wing and its more centrist wing?

In the short term, you absolutely cannot beat the Republicans without a coalition between the left and the center of the Democratic Party. The math simply doesn’t work otherwise. That creates strategic problems for us, obviously, but it is a complete necessity for the foreseeable future.

That said, there is a segment of Trump voters who are genuinely economically progressive. They support universal health insurance, a higher minimum wage, stronger union protections – positions that make them, in a sense, “Bernie bros.” And they are not deeply socially conservative either. We

estimate that perhaps ten to fifteen percent of Trump voters fit this profile. That is not large enough to replace the centrist wing of the Democratic Party, but it is large enough that even a fraction could be decisive in states with heavy working-class populations.

This was particularly evident in 2024, especially among Latino voters – male Latino voters in particular – who voted for Trump mainly because they were frustrated with inflation and felt Biden was not delivering for them. We did a survey recently showing that many of these Biden-to-Trump switchers are not planning to vote Republican again in 2028. They are disproportionately Latino voters who are now alarmed by the excesses of the Trump administration on immigration. They may have agreed that something needed to be done about the border. But they did not sign up for ICE terrorizing their communities or family members being sent to prisons in El Salvador.

So the coalition between the Third Way and the left is going to remain a reality. Within it, we on the economic populist side are in a fight to define what populism actually means for the future of the party. We have a growing number of younger, genuinely progressive populist candidates who, if they can get to Congress. People like Graham Platner (Maine Senate) and Dan Osborne (Nebraska Senate), Rebecca Cooke (Wisconsin 3) and Allison Ziegler (New York-11) could build a broader base of support than the current Squad – Alexandria Ocasio-Cortez, Rashida Tlaib, who are wonderful but are seen as extremely progressive on everything, which limits their coalition-building potential. Some of these newer candidates are perceived as more pragmatic. I am somewhat hopeful. But the money and the power in the party still rest overwhelmingly with the centrist donors.

What do you think of the playbook of someone like Marie Gluesenkamp Perez?

It is the playbook for victory in her district – evidently, because she keeps getting elected, and it is not easy for a Democrat to win there. Her general ethos of being down to earth, relatable, and talking about the dignity of working people is very effective. She almost has a quasi-religious aura when she speaks about the power of manual labor and the meaning of work. That resonates.

She has been critiqued for being too conservative on certain social issues, and some of those critiques are warranted. But she is in a conservative district, trying to thread a needle. The general approach of finding a pragmatic position that is still basically progressive but calibrated to the views of people in a given district makes a great deal of sense.

Where she is less strong is on the question of a broader vision for economic change. She is focused on her district, which has very specific characteristics. What we lack is a national figure who can offer an FDR-style vision for working Americans. Bernie Sanders is the closest thing, but he is not

going to be a presidential candidate again. In 2028, it could conceivably be Alexandria Ocasio-Cortez, but there are significant strategic problems with that. The lack of national charismatic leadership is, to me, a major problem.

From a European perspective, we are familiar with the populism theory of Chantal Mouffe and Ernesto Laclau – the idea that you need to construct a “people” in opposition to an elite. From an economic populist perspective, is there a new elite that could be oriented toward the common good and working-class interests?

That is a really tough one. It goes back to the party being captured by economic elites who may be socially progressive but are not particularly interested in large-scale economic reforms – stronger worker protections, a vibrant middle class.

What I do think is that AI is going to create deeper opportunities for working-class and middle-class alliances within the Democratic Party. Even relatively well-off people – culturally elite, perhaps, but not at the top of the wealth distribution – are already facing problems of job security from AI that will make their sense of economic insecurity more similar to that of working-class people. That is the structural basis for a broad cross-class electoral coalition in the coming decades. It is promising, even if it is built upon an economic reality that is tragic.

As for who the elites at the very top of the economic ladder might be, I honestly do not know. I can see the electoral coalition pushing economic populism forward more easily than I can envision a correlation of class forces strong enough to overcome the resistance of American capitalism to the reforms we need.

In France, the left tends to focus on redistribution – healthcare, allowances, protections – but neglects what we might call “pre-distribution”: ensuring that wealth is created and shared more equally in the first place, through wages and labor market structures. Do you see the same split in the United States?

Absolutely. We talk about this as the division between redistribution and pre-distribution. There is an excellent paper called “Compensate the Losers,” by scholars at Columbia and elsewhere, which shows that from the 1970s through the 2000s, the Democratic Party moved far away from pre-distributive policies – stronger labor protections, raising the minimum wage, giving workers more power in the labor market – and toward compensating the losers of globalization. A factory worker who got fired would be offered a few thousand dollars to take coding classes. That was seen as a slap in the face, not a meaningful response. It created enormous disenchantment.

This problem is about to get much worse with AI. Elites in the Democratic Party are going to propose universal basic income – giving everybody a few thousand dollars a month. But that does not address what people are actually going to be angry about: the loss of meaning, purpose, and control over their lives.

There are some politicians who represent deindustrialized districts and talk about policies like banning involuntary mass layoffs or conditioning government subsidies on keeping factories in place. Those policies get directly at the underlying anxiety. I think they need to be at the center of what the Democratic Party is doing, but they are not. The left itself is partly guilty of focusing only on redistribution, with the partial exception of unions, whose prominence in left organizing is much greater than it was ten years ago – a very positive development.

If we could focus more on the pre-distributive piece, it would also send a powerful message to working-class voters: that we understand what is actually driving their anger at elites, and that we are tapping into policies that address the underlying problem rather than throwing them scraps from the table.

Could this topic – pre-distribution, industrial policy – bridge the gap between the left and centrist wings of the Democratic Party?

I think it is actually a more promising avenue than some others. There is potential for building a coalition around a continuation of Biden-era industrial policy, combining anti-China geostrategic imperatives with a growing awareness – even among centrists – that a major reason Trump is wreaking havoc in the country and the world is because this problem was ignored for so long.

The Biden administration understood this fairly well but was unable to package it effectively and was overwhelmed by inflation. Still, an industrial policy-focused approach does have real promise. If there is going to be any elite realignment around a post-neoliberal economic consensus, it would probably take this form: reshoring manufacturing, investing in infrastructure, and recognizing that in an increasingly fractured world, the old obsession with free trade is no longer viable.

There may even be cross-partisan potential here. Oren Cass, a conservative who leads American Compass, is in favor of a more expansive industrial policy and stronger worker protections – not necessarily unions, but it is striking. In Congress, someone like Josh Hawley, the senator from Missouri, is extremely conservative in many respects but oddly aligned with parts of the left on trade policy and certain worker protections. That potential is not necessarily going to be realized, but it exists.

In a paper for the Jean-Jaurès Foundation, Socialist MP Philippe Brun proposed the introduction of “popular parity” in elections: a legal mechanism to ensure that candidates from working-class backgrounds are included on the ballots. What do you think?

That is fantastic. I would point to what happened in Mexico, where the Morena party – the party of President Claudia Sheinbaum and former president Andrés Manuel López Obrador – instituted a rule of randomly selecting candidates for local offices from among the party lists. Several papers have shown that this dramatically increased working-class representation within Morena, simply because there are far more working-class people in any party than among its leadership. It reduced the social distance between constituents and their elected officials.

We have nothing like that in the United States. About two percent of people in Congress have anything resembling a working-class background. Our research shows that working-class candidates and elected officials actually behave differently in office – they are more likely to sponsor and support progressive economic legislation. We have also found that working-class voters respond much more positively to working-class candidates. In our experiments, where we show people hypothetical candidates who are identical except for their occupation – a mechanic versus a corporate lawyer – working-class voters prefer the working-class candidate by six or seven points. We replicated this in real-world elections and found a three- to four-point effect.

The combination of a working-class candidate and an economic populist message is really effective. We are seeing a number of candidates like that emerge – Graham Platner, who is running for the Senate in Maine, or Dan Osborn in Nebraska, who ran as an independent because the state is too conservative for a Democrat to win outright. Osborn was a union leader who led a strike against the Kellogg Company. He has an organic working-class background and a firebrand economic populist message. That combination is powerful.

In France, we have a sense that working-class cultural identity has been captured by the right. J.D. Vance’s Hillbilly Elegy seemed, from our side of the Atlantic, to be the only major cultural product that engaged seriously with working-class life. Do you think there is a lever on the cultural side?

That is a central problem. The conservatives are far more effective at capitalizing on and romanticizing working-class culture – to the point where, in some people’s minds, working-class culture is almost synonymous with a rural affectation: country music, cheap beer, nostalgia. Progressives have made it worse by treating people in rural and small-town areas as pariahs, as culturally backward, as people they do not want anything to do with.

The first thing progressives need to do is rethink how they interact with working-class people. The moment you say “respect working-class values,” a progressive’s reflex is to say: “That means throwing trans people under the bus.” No, it does not. It means recognizing that people hold views dearly, and that being condescending about it is not effective persuasion.

I am currently doing a study with Joan Williams, who wrote a superb book called *Outclassed in 2025*⁵. We surveyed the differences in cultural attitudes between working-class and upper-middle-class people – the gap is enormous. We ran messaging tests showing that the very same issues can be framed in ways that tap into working-class values and get a positive reception, whereas the standard progressive framing is alienating. Take immigration: when we asked whether people support a path to citizenship for immigrants who have been in the country for three years and played by the rules, seventy percent of working-class people agreed. But if you use the progressive framing – “no human being is illegal,” “defending the dignity of all immigrants” – support drops dramatically.

More broadly, we do not have a counterhegemonic project in working-class America. The Democratic Party barely exists in most rural places. My family is from a small town in Indiana – very conservative. If it were not for my father, most people there would never speak to a Democrat. The institutions that once anchored progressive politics – union halls, civic associations like the Elks and the Moose – are gone. What remains are evangelical churches and gun clubs. Even when those institutions are not overtly political, they place people in an echo chamber where they will only encounter the conservative reading of working-class life.

We advocated that the Democratic Party invest ten percent of what it spent on advertising in 2024 – ads that were almost entirely useless – into organization-building in rural and small-town America. Not partisan outreach, but nonpartisan community-building: cleaning up a river, building a community center, organizing trash pickups. The goal would be to show people across the country that progressive folks are there with them, in their communities, trying to build a future together.

The other piece is media. We desperately need something like a country music channel that is not lefty or corny but not hyper-conservative either. A podcast network with hosts who look like Joe Rogan but are not apologists for the far right. But I do not know of anyone investing in that kind of project. The left is simply not effective at reaching outside of itself to engage with working-class voters. That is perhaps the most urgent piece of the counterhegemonic strategy.

1. Jeunes gens supporters du candidat à la primaire démocrate de 2016, Bernie Sanders.

2. Ilyana Kuziemko, Nicolas Longuet-Marx et Suresh Naidu, «“Compensate the Losers?” Economic Policy and the Origins of U.S. Partisan Realignment», *The Quarterly Journal of Economics*, 2026.
3. James-David Vance, *Hillbilly Elegy*, Paris, Éditions Globe, 2017.
4. Joan Williams, *Outclassed: How the Left Lost the Working Class and How to Win Them Back*, St. Martin's Press, 2024.
5. Williams, J. (2024). *Outclassed: How the Left Lost the Working Class and How to Win Them Back*. St. Martin's Press.